

## Quelques contre-vérités sur la hausse des prix des matières premières agricoles et sur ses implications au Nord et au Sud

De nombreuses organisations se satisfont de la hausse du prix des matières premières agricoles, qui constitue selon elles une opportunité générale pour l'agriculture. Certains arguments moins relayés pourraient amener à **reconsidérer ce discours optimiste et à craindre de nouvelles crises agricoles.**

**Idée reçue 1 : tous les prix agricoles augmentent, cette augmentation est ressentie partout et est positive pour les agriculteurs.**

- Les prix internationaux sont **transmis de manière variable** aux différents pays<sup>1</sup>.
- Beaucoup d'agriculteurs sont **consommateurs nets de denrées alimentaires**, qui constituent l'essentiel des dépenses des ménages dans les PVD<sup>2</sup>.
- Tous les **produits agricoles n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions**<sup>3</sup>, les produits animaux ayant en général moins augmenté.

**Idée reçue 2 : les prix agricoles vont continuer à augmenter pendant au moins 10 ans.**

- Si les perspectives de l'OCDE publiées en 2008 soulignent une augmentation des prix, celle-ci se ferait **après une diminution** par rapport aux niveaux actuels<sup>4</sup>.
- Il pourrait être bon de faire une **comparaison plus poussée avec la hausse de 1972-1973** qui avait laissé de nombreux acteurs s'entendre sur un retournement de la tendance baissière.
- **L'incapacité des modèles** à prédire les prix durant les années précédentes et même à expliquer les prix actuels, ainsi que leur générale non prise en compte de la spéculation jettent le doute sur le degré de confiance à avoir dans leurs nouvelles projections<sup>5</sup>.
- La seule certitude partagée semble avoir trait à la **volatilité des marchés**.
- Or toute volatilité suppose des événements haussiers et baissiers, **les questions principales étant celles de l'ampleur des variations, de leur relatif point médian à venir et de leurs tendances à long terme.**

**Idée reçue 3 : ces prix élevés constituent une incitation à la production agricole.**

- Un agriculteur n'est pas motivé seulement par un prix mais par une perspective de **marge**<sup>6</sup>.
- Les augmentations des prix agricoles doivent donc être mises **en perspective avec les augmentations conjointes des coûts de production (énergie, engrais, alimentation animale, etc.)**.
- Une évolution défavorable du rapport prix agricole/prix de production rend possible un « **effet ciseau** » laminant un certain nombre de producteurs tant au Sud qu'au Nord.
- Cet effet dépendra notamment **du niveau de prix agricole local et du poids de l'énergie et des engrais dans les coûts de production**. Les équilibres seront-ils durablement renversés ? Certains **systèmes, par exemple plus écologiques, seront-ils favorisés ?**

1. Notamment selon leur intégration dans le marché international, leur degré de dépendance aux importations et les politiques menées.

2. Environ 77 % selon le rapport de la FAO La flambée des prix des denrées alimentaires : faits, perspectives, effets et actions requises, présenté pour le sommet de la FAO en juin 2008.

3. Exemple : le porc en France dont l'indice de prix à la production n'a augmenté que de 6,7 % entre mai 2007 et mai 2008.

4. Outlook OCDE sur les prix agricoles, 2008-2017.

5. Cf. également les analyses du Momagri.

6. Marge sécurisée, ainsi que par d'autres facteurs indépendants (sécurité alimentaire, prestige, etc.), notamment pour les petits producteurs de PVD, pas toujours intégrés dans des circuits commerciaux ni dans des logiques purement économicistes.

- Cet effet ciseau apparaît plus évident pour les **productions animales** dont tous les postes ont augmenté (énergie, engrais, matières premières agricoles), mais il se voit également pour certains systèmes céréaliers utilisateurs d'engrais et dont les prix locaux ont peu augmenté<sup>7</sup>.

**Idée reçue 4 : les coûts de production déterminent directement ou en partie le prix du produit. En cas de maintien de coûts élevés, le prix agricole ne peut que se stabiliser à des niveaux suffisants.**

- Les prix bas de la période précédente **ne permettaient qu'à environ 15 % des agriculteurs du monde<sup>8</sup> et seulement moins d'un 1/3 d'exploitations cérésières françaises ou américaines<sup>9</sup> d'avoir des marges suffisantes en dehors des subventions.** Ceci montre qu'avant, les prix à la production ne s'ajustaient pas aux coûts de production d'une majorité.

- Ceci provient notamment de l'influence de « **prix internationaux qui n'ont que des rapports lointains avec les coûts de production** »<sup>10</sup> du fait de multiples facteurs (difficulté de conversion, effet change, imperfection de marchés, instabilité/volatilité, influence de l'aval et pouvoir de marchés<sup>11</sup>, etc.).

- Il reste à étudier si ces facteurs ont durablement changé mais cela semble peu probable.

- Un relatif réajustement aux coûts de production supposerait a priori pénurie agricole ou ancrage plus fort des **prix agricoles sur le prix du pétrole à travers les agrocarburants.**

**Idée reçue 5 : ces prix élevés constituent une opportunité unique d'investir dans l'agriculture.**

S'il y a consensus sur la nécessité d'investir dans l'agriculture, les moyens et potentialités pour les gouvernements et les banques de le faire sont moins étudiés.

**Au niveau gouvernemental :**

- Les **ressources propres des gouvernements ont diminué** du fait de la suppression de taxes à l'importation génératrices de revenus importants pour les PVD importateurs agricoles.

- De plus, la hausse des prix alimentaires et du pétrole impose **davantage de politique sociale et de filet de sécurité**, ce qui devrait peser sur la **part disponible pour l'agriculture.**

- De plus, cette crise est une occasion souvent saisie pour appeler à plus d'ouverture et au rétablissement de la « vérité des prix »<sup>12</sup>. On peut donc craindre que cette **ouverture « forcée » par des prix hauts ne se pérennise** par le biais d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux.

**Au niveau financier et individuel :**

- L'élévation du prix des intrants augmente la trésorerie à mobiliser, donc les besoins de crédit et le **risque d'endettement** associé, ce qui pourrait freiner banques et investisseurs, ou diminuer le nombre de bénéficiaires (à montant investi égal), ou bien encore contribuer à davantage de **faillites** une fois le crédit donné et les prix agricoles diminués.

- Ce contexte pose avec encore plus d'acuité la question de la **sécurisation des revenus agricoles** et donc de **l'assurance et des politiques de prévention et régulation des prix.**

- En l'absence de crédit adapté, l'augmentation des coûts de production joue sur la capacité de production des petits producteurs et pourrait donc entraîner **une diminution de la production.**

**Marie-Aude Even**

Chargée de mission Agricultures du monde  
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation

7. Il y a peu d'études de ce système au Sud du fait de la faiblesse des statistiques agricoles.

8. « La fracture agricole et alimentaire mondiale », Marcel Mazoyer, Universalis, 2005.

9. Les E.A. de grandes cultures à l'horizon 2013, quelles pistes de restructuration des coûts ?, Demeter, novembre 2005.

10. « Dynamique des prix agricoles internationaux », Notes et Études Économiques, avril 2007.

11. Cf. les débats autour de la nouvelle LME et de la nécessité d'un « observatoire des prix et marges ».

12. Discours OCDE, OMC.